

NUMÉRO HORS-SÉRIE

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

MAG

SPÉCIAL STRESS HYDRIQUE

**ZOOM SUR LES MESURES
POUR SURMONTER
LE STRESS HYDRIQUE
CONFÉRENCE DÉBAT
AVEC NIZAR BARAKA**

**LA GUERRE
CONTRE LE STRESS
HYDRIQUE,
QUI GAGNERA ?**



SCAN ME!

**LA VISION
MAROCAINE POUR
UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

À L'OCCASION DE LA 2E ÉDITION DU WATER FUTURE FORUM 2024

STRESS HYDRIQUE

"UN DÉFI ÉCONOMIQUE & UNE OPPORTUNITÉ D'INNOVATION"

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK!
VERSION NON-COMMERCIALE

2^e édition



Partenaire Média

Organisé par

LES 500 GLOBAL
INDUSTRIE | SERVICES | FINANCES

Economie **LIVE**
Entreprises

Pensons notre rapport à l'eau...

Modèle Economique Vs Stress Hydrique

Sponsors Gold

Partenaire institutionnel



wilo



fenagri
The national agri/food Federation

Sponsors Silver



كليماروك
Cali Maroc
Spécialités Phytosanitaires

SOMMAIRE

NIZAR BARAKA : STRESS HYDRIQUE, UN DÉFI ÉCONOMIQUE & UNE OPPORTUNITÉ D'INNOVATION ?

LA JUSTICE HYDRIQUE OU L' IDÉAL INACCESSIBLE?

L'URGENCE DU DESSALEMENT - SOLUTION DE DÉSESPOIR? : DESSALEMENT COMME RÉPONSE AU STRESS HYDRIQUE

LA GOUVERNANCE DE L'EAU À L'ÈRE DES CRISES CLIMATIQUES MONDIALES

TECHNOLOGIES AVANCÉES POUR SAUVER DEMAIN

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRIQUES INNOVATIONS ET STRATÉGIES

UN CRI D'ALARME POUR UNE RESSOURCE EN DANGER

STRESS HYDRIQUE, LA DÉMONSTRATION PAR LES CHIFFRES

LA GUERRE DE L'EAU : CONTRE LE STRESS HYDRIQUE, QUI GAGNERA ?

LA VISION MAROCAINE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



I-MAG SPÉCIAL STRESS HYDRIQUE - NUMÉRO HORS SÉRIE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

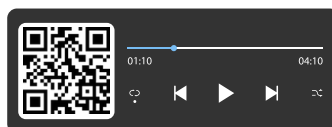
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



**LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !**

NIZAR BARAKA : STRESS HYDRIQUE, UN DÉFI ÉCONOMIQUE & UNE OPPORTUNITÉ D'INNOVATION ?



Lors du Water Future Forum 2024 consacré aux enjeux hydriques, Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, a abordé les défis croissants du stress hydrique au Maroc.

Il a souligné l'importance d'adopter un modèle économique qui intègre cette problématique, tout en proposant des solutions innovantes telles que la gestion des barrages, le dessalement à partir d'énergies renouvelables et la réutilisation des eaux usées.

Dans son intervention, Baraka a mis en lumière l'impact du dérèglement climatique sur les ressources en eau du pays, évoquant une baisse significative des disponibilités hydriques.

Cette situation critique entraîne des conséquences sur l'agriculture, la santé publique et l'économie, affectant notamment la qualité de l'eau et augmentant les coûts de production. Le ministre a également insisté sur l'importance d'intégrer le stress hydrique dans le modèle de développement futur du Maroc.

Il a plaidé pour une augmentation des investissements privés afin de soutenir une croissance durable, tout en rappelant l'importance des discours royaux sur le développement économique. Baraka a souligné que l'eau doit être au cœur des politiques publiques, en intégrant l'empreinte hydrique dans toutes les décisions économiques. Il a également évoqué le rôle crucial des barrages, qui permettent de stocker l'eau et de protéger contre les inondations, garantissant ainsi un approvisionnement en eau potable.

Les solutions proposées incluent le dessalement d'eau grâce aux énergies renouvelables et l'engagement vers une économie circulaire de l'eau, avec un accent sur la réutilisation des eaux usées traitées. Baraka a fixé des objectifs ambitieux pour augmenter cette capacité d'ici 2040.

Enfin, il a souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité hydrique, face aux pertes significatives d'eau potable et agricole, et a encouragé des campagnes de sensibilisation pour préserver les nappes souterraines. Des actions concrètes, telles que la construction de nouveaux barrages et l'introduction de compteurs intelligents pour surveiller l'exploitation des nappes, ont également été mises en avant.

NIZAR BARAKA : MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'EAU DU MAROC



SCAN ME

@lodjmaroc



L'URGENCE DU DESSALEMENT AU MAROC, SOLUTION DE DÉSESPOIR?

Face à une crise hydrique mondiale sans précédent, les nations comme le Maroc, confrontées à une raréfaction dramatique de leurs ressources en eau douce, se tournent de plus en plus vers des solutions innovantes et radicales. Le dessalement, autrefois considéré comme une alternative coûteuse et énergivore, est désormais vu par beaucoup comme une bouée de sauvetage indispensable. Mais est-ce une véritable solution durable ou un pansement sur une plaie béante?

Le Maroc, avec une disponibilité en eau qui a chuté dramatiquement depuis 1960, est un exemple criant de la crise hydrique qui frappe le globe. Avec des précipitations de plus en plus incertaines dues au changement climatique, le pays a investi massivement dans le dessalement pour sécuriser son approvisionnement en eau. Cette situation n'est pas unique au Maroc; des pays arides aux îles isolées, des régions entières dépendent maintenant du dessalement pour leur survie hydrique.

Le processus du dessalement est souvent mal compris. Techniquement, il implique la conversion de l'eau de mer ou saumâtre en eau douce, une entreprise énergivore qui utilise soit l'osmose inverse soit la distillation. Chaque méthode a ses avantages et inconvénients, mais toutes deux exigent une consommation élevée d'énergie et des investissements substantiels en infrastructure.

Le dessalement est souvent critiqué pour son coût élevé. Le prix de l'eau produite peut être prohibitif, limitant son accessibilité pour les communautés pauvres ou éloignées.

Au Maroc, le coût des nouvelles installations de dessalement pourrait s'avérer un fardeau pour l'économie nationale déjà pressée par divers défis économiques.

D'un point de vue environnementale, le dessalement a des répercussions notables. Les rejets salins et autres déchets du processus peuvent perturber les écosystèmes marins locaux. Ces impacts soulèvent des questions éthiques et pratiques sur la viabilité à long terme du dessalement comme solution au stress hydrique.



Face à ces défis, des alternatives au dessalement sont explorées, allant de la réutilisation des eaux usées traitées à l'adoption de pratiques agricoles moins gourmandes en eau. La nécessité d'une économie circulaire de l'eau devient évidente, où chaque goutte est utilisée de manière plus efficace et durable.

L'avenir du dessalement, ainsi que de toute gestion de l'eau, repose sur l'innovation technologique et la coopération internationale. Des investissements dans la recherche et le développement sont cruciaux pour rendre le dessalement plus efficace et moins nocif pour l'environnement. De plus, une approche holistique qui intègre la gestion de toutes les ressources en eau est essentielle pour une stratégie de sécurité hydrique à long terme.

Le dessalement ne doit pas être vu comme la panacée de la crise de l'eau mais plutôt comme une partie d'un arsenal de stratégies nécessaires pour affronter un avenir incertain. Il incarne les dilemmes et les défis des solutions de dernier recours : coûteux, techniquement complexe, et environnementalement risqué. Une réflexion profonde sur son rôle dans notre future stratégie hydrique est non seulement nécessaire mais urgente.





La justice hydrique ou l' idéal inaccessible?

L'eau, essentielle à la vie, transcende sa valeur marchande pour incarner un droit humain fondamental. Cependant, dans un monde où l'accès à cette ressource se raréfie sous la pression de la surpopulation, de la pollution et du changement climatique, la question de la justice hydrique devient de plus en plus pressante. Comment les nations comme le Maroc peuvent-elles garantir un accès équitable à l'eau dans un contexte de pénurie croissante?

Plus de 2 milliards de personnes à travers le monde souffrent d'un accès insuffisant à l'eau potable. Le Maroc, confronté à un stress hydrique sévère, illustre cette crise mondiale. Les politiques nationales ont longtemps favorisé l'agriculture intensive et l'urbanisation, exacerbant la rareté de l'eau pour les communautés vulnérables.

La gestion de l'eau pose d'importants défis éthiques. La distribution inégale des ressources en eau entre les régions riches et pauvres, les villes et les campagnes, soulève des questions de justice sociale. Comment prioriser l'accès à l'eau dans un pays où chaque secteur, de l'agriculture à l'industrie, est assoiffé de cette ressource limitée?

Des études de cas sur des initiatives communautaires réussies montrent que des solutions locales peuvent être efficaces. Ces initiatives incluent la gestion participative de l'eau, où les communautés locales prennent part à la décision sur la distribution et la conservation de l'eau. Ces modèles peuvent-ils être étendus à plus grande échelle?

La justice hydrique doit être intégrée dans les politiques publiques. Cela nécessite de revoir les législations pour garantir que l'accès à l'eau soit reconnu comme un droit humain et non traité comme une marchandise. Quelles réformes sont nécessaires pour transformer les principes de justice hydrique en actions concrètes?

L'approche basée sur les droits humains offre un cadre pour aborder l'équité dans l'accès à l'eau. Cette perspective souligne l'importance de l'eau non seulement comme ressource mais comme droit essentiel, promouvant une gestion qui respecte, protège et réalise les droits humains.

Regarder au-delà des solutions conventionnelles pour envisager des alternatives durables est crucial. Peut-on envisager un modèle de développement qui intègre pleinement la durabilité de l'eau? Des solutions innovantes comme la réutilisation des eaux usées et la collecte des eaux de pluie sont-elles viables à grande échelle?

L'idéal de la justice hydrique reste un objectif lointain pour de nombreux pays, mais il est impératif de continuer à lutter pour sa réalisation. Le Maroc, à l'instar d'autres nations, se trouve à un carrefour où choisir la voie de la justice hydrique peut non seulement résoudre la crise de l'eau mais aussi renforcer la cohésion sociale et la durabilité environnementale. La route est longue et semée d'embûches, mais l'avenir de la justice hydrique dépend des choix que nous faisons aujourd'hui.

Gouvernance hydrique en temps de crise climatique : Les enjeux de la gouvernance de l'eau

Dans un contexte de crise hydrique mondiale exacerbée par le changement climatique, la gouvernance de l'eau devient un enjeu crucial pour la stabilité sociale et économique. Le Maroc, en proie à des défis hydriques significatifs, offre un cas d'étude pertinent pour explorer comment une gouvernance efficace peut adresser et mitiger ces défis.

Avec une disponibilité en eau parmi les plus faibles au monde, le Maroc affronte un stress hydrique qui menace ses secteurs agricoles, industriels et domestiques. La situation est aggravée par une variabilité climatique qui rend les précipitations imprévisibles et souvent insuffisantes.

La réforme de la gouvernance de l'eau s'impose comme une nécessité. Le Maroc a adopté des politiques visant à améliorer la gestion de l'eau par la construction de barrages et par la promotion de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture. Cependant, les résultats sont mitigés, et la nécessité d'une approche plus intégrée et décentralisée se fait sentir.

Une gestion décentralisée de l'eau encourage la participation des communautés locales, qui sont souvent les plus affectées par les pénuries d'eau mais qui possèdent également des connaissances précieuses sur les méthodes traditionnelles de conservation de l'eau. Cette approche peut renforcer la résilience des communautés face aux chocs hydriques.

Des leçons peuvent être tirées d'autres régions du monde confrontées à des défis similaires. Par exemple, des pays comme Israël et Singapour ont mis en place des systèmes de gestion de l'eau hautement efficaces grâce à une technologie avancée et une réglementation stricte.

La collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et les ONG est essentielle pour une gestion efficace de l'eau. Les entreprises peuvent apporter des innovations en matière de technologie de l'eau, tandis que les ONG peuvent aider à implémenter des projets à l'échelle communautaire qui sont sensibles aux besoins locaux.

Tarification Dynamique de l'Eau : L'adoption d'une tarification dynamique de l'eau peut encourager

une utilisation plus consciente et plus économique de cette ressource. Ce système ajuste les prix de l'eau en fonction de la demande et de la disponibilité, décourageant ainsi le gaspillage.

Tandis que les grands projets d'infrastructure, comme les barrages et les systèmes de dessalement, sont cruciaux, ils doivent être développés en tenant compte de leurs impacts sociaux et environnementaux. Les communautés locales doivent être impliquées dans le processus de planification pour éviter des conflits d'usage et garantir l'équité.



La gouvernance de l'eau dans un contexte de crise hydrique nécessite des approches innovantes et collaboratives qui vont au-delà des solutions traditionnelles. Le Maroc, à la croisée des chemins, a l'opportunité de redéfinir sa politique de l'eau pour assurer un avenir plus durable et plus juste pour toutes ses populations. En plaçant la gestion de l'eau sous le signe de la transparence, de la responsabilité et de la participation, le pays peut espérer surmonter ses défis hydriques actuels et futurs.

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

Technologies de pointe : Les clés d'un avenir hydrique soutenable

Alors que le Maroc et le monde entier font face à une pression croissante sur les ressources en eau, l'adoption de technologies émergentes pourrait révolutionner la manière dont nous gérons cette ressource vitale. De l'intelligence artificielle aux réseaux de capteurs IoT, ces technologies offrent des promesses pour une gestion plus efficace et plus durable de l'eau.

Le Maroc, confronté à des défis hydriques sévères dus à la diminution des précipitations et à l'augmentation de la demande en eau, doit innover pour sécuriser son approvisionnement en eau. Les technologies émergentes, qui permettent une gestion plus précise et proactive, apparaissent comme des outils cruciaux pour l'avenir hydrique du pays.

Les capteurs IoT jouent un rôle clé dans la modernisation de la gestion de l'eau. Ils permettent une surveillance en temps réel de l'état des ressources hydriques, des niveaux de consommation et des potentiels gaspillages. En connectant ces capteurs à des réseaux intelligents, les gestionnaires peuvent optimiser l'utilisation de l'eau, détecter les fuites instantanément et prévoir les besoins en maintenance.

L'**intelligence artificielle (IA)** transforme la planification et la gestion de l'eau en permettant des prédictions précises sur la disponibilité de l'eau et la demande future. L'IA peut analyser des quantités massives de données pour prédire les tendances climatiques, optimiser les schémas d'irrigation et gérer les réserves d'eau de manière plus efficace.

Les systèmes de gestion automatisée utilisent les données des capteurs et de l'IA pour réguler la distribution de l'eau en fonction de la demande en temps réel. Ces systèmes peuvent ajuster la pression dans les canalisations pour minimiser les pertes et adapter l'approvisionnement en eau en fonction des périodes de pic de demande.

Le dessalement, souvent critiqué pour son coût énergétique élevé, peut être rendu plus viable grâce aux avancées technologiques. L'intégration des énergies renouvelables, telles que le solaire et l'éolien, dans les installations de dessalement peut réduire considérablement les coûts opérationnels et l'impact environnemental de ces installations.



Les applications mobiles peuvent engager les citoyens dans la gestion de l'eau en leur fournissant des outils pour surveiller leur propre consommation, signaler les fuites et recevoir des conseils personnalisés pour réduire l'usage de l'eau. Cette approche participative peut renforcer la conscientisation et l'efficacité de la conservation de l'eau à l'échelle individuelle et collective.

L'avenir de la gestion de l'eau au Maroc repose en grande partie sur l'adoption de technologies avancées. En exploitant le potentiel des capteurs IoT, de l'intelligence artificielle et des innovations dans le domaine du dessalement, le Maroc peut transformer ses défis hydriques en opportunités pour un avenir durable. Cependant, la réussite de cette transformation dépendra de l'engagement politique, de l'investissement en recherche et développement, et de la collaboration entre les secteurs public et privé.

Financer l'Avenir de l'Eau : Investir dans l'Hydrorévolution, stratégies Financières pour un Avenir Aquatique

Dans un contexte mondial où l'eau devient de plus en plus une ressource limitée, le financement de l'infrastructure hydrique est crucial pour assurer la durabilité et la sécurité de l'eau. Au Maroc, la nécessité de moderniser et d'étendre les infrastructures hydriques est impérative pour faire face à une demande croissante et à une disponibilité fluctuante des ressources en eau.

Le Maroc, comme de nombreux pays confrontés à un stress hydrique, doit relever des défis majeurs en matière de financement des infrastructures hydriques. Ces défis incluent la mobilisation de capitaux suffisants, la gestion des investissements sur le long terme, et l'alignement des intérêts des divers acteurs, publics et privés.

Les PPP émergent comme une solution prometteuse pour financer les projets hydriques. Ces partenariats permettent de combiner les ressources et l'expertise du secteur public avec l'efficacité et l'innovation du secteur privé. Au Maroc, l'expérience des PPP dans d'autres secteurs pourrait être transposée au domaine de l'eau pour stimuler les investissements nécessaires.

Au-delà des PPP, d'autres modèles de financement innovants sont explorés. Par exemple, les obligations vertes, qui sont des instruments financiers destinés spécifiquement à financer des projets environnementaux durables, pourraient être utilisées pour financer la construction de nouvelles infrastructures hydriques ou la rénovation des systèmes existants.

Les banques de développement et les institutions financières internationales jouent un rôle crucial en fournissant les fonds nécessaires pour de grands projets hydriques. Leur participation assure souvent la viabilité financière et technique des projets, en apportant des garanties et en partageant les risques avec d'autres investisseurs.

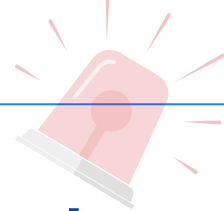
Le financement vert, y compris les crédits carbone, offre des opportunités pour rendre les projets hydriques plus attractifs pour les investisseurs soucieux de l'environnement. En valorisant les réductions d'émissions de carbone et les améliorations de la gestion de l'eau, ces instruments peuvent générer des revenus supplémentaires pour les projets.

Les projets hydriques, en particulier ceux qui impliquent des infrastructures côtières comme le dessalement, nécessitent des compétences spécialisées en ingénierie marine. Le financement de tels projets doit prendre en compte les coûts élevés associés à la construction et à la maintenance dans des environnements marins.



Financement des infrastructures hydriques

Financer l'avenir de l'eau au Maroc est un défi complexe qui requiert une approche multifacette. En intégrant des partenariats public-privé, en exploitant les innovations financières telles que les obligations vertes et les crédits carbone, et en s'appuyant sur le soutien des institutions financières internationales, le Maroc peut envisager de surmonter les obstacles financiers pour construire une infrastructure hydrique robuste et durable. L'engagement à long terme de tous les acteurs concernés sera essentiel pour assurer la sécurité hydrique du pays dans les décennies à venir.



Un cri d'alarme pour une ressource en danger !

Alors que le monde fait face à un stress hydrique croissant, exacerbé par le changement climatique et une augmentation démographique incessante, le Maroc ressent déjà de manière aiguë les effets de cette crise. Cet article s'articule autour de l'urgence de reconnaître et de répondre à la menace que représente le stress hydrique pour le développement durable et la stabilité sociale du pays.

Le Maroc est classé parmi les pays à stress hydrique élevé, avec des ressources en eau qui diminuent drastiquement face à une demande qui continue d'augmenter. Cette situation est le résultat de plusieurs facteurs, dont une gestion historiquement inégale de l'eau, l'impact du réchauffement climatique qui réduit les précipitations et augmente les périodes de sécheresse, et une politique de gestion de l'eau centrée sur de grands barrages qui ne suffisent plus à répondre aux besoins actuels.

Le stress hydrique au Maroc affecte non seulement l'approvisionnement en eau potable pour les millions de citoyens mais compromet également la sécurité alimentaire du pays en menaçant l'agriculture, pilier de l'économie marocaine. La raréfaction de l'eau entraîne des conflits d'usage entre les secteurs agricoles, industriels et domestiques, exacerbant les tensions sociales et économiques.

Bien que le Maroc ait entrepris des projets significatifs pour augmenter son offre en eau, y compris la construction de nouveaux barrages et le développement de stations de dessalement, ces efforts restent insuffisants face à l'ampleur de la crise. La dépendance du pays aux conditions climatiques et la variabilité des précipitations rendent ces solutions potentiellement précaires.

Il est crucial de mettre en œuvre une stratégie intégrée de gestion de l'eau qui inclut la conservation de l'eau, le recyclage, la modernisation des infrastructures existantes, et une politique de tarification qui reflète la valeur réelle de l'eau. Le développement de politiques plus strictes sur l'utilisation de l'eau en agriculture, qui consomme la majorité des ressources en eau du pays, est également essentiel.

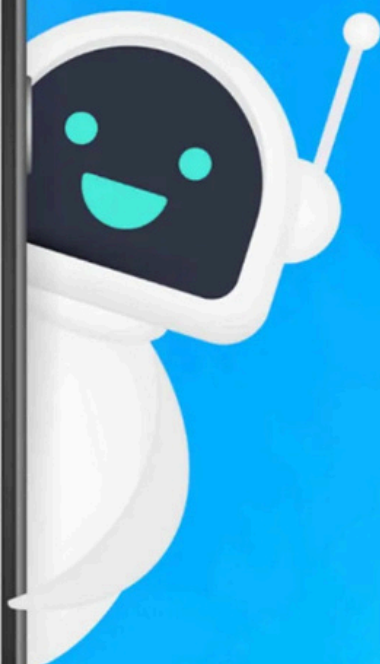
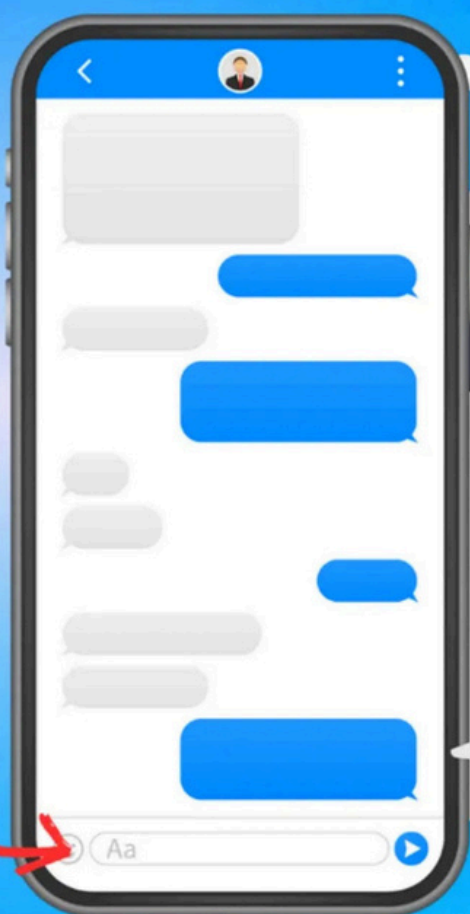
L'adoption de technologies avancées pour la gestion de l'eau et le renforcement de la coopération internationale pour partager les meilleures pratiques et les technologies peuvent aider le Maroc à surmonter ses défis hydriques. Le partenariat avec des pays ayant réussi à sécuriser leur gestion de l'eau peut fournir des modèles et des soutiens précieux.

La crise hydrique au Maroc est un signal d'alarme pour le pays et pour le monde. Elle met en lumière la nécessité urgente d'adopter une approche holistique et durable à la gestion des ressources en eau, intégrant la conservation, la technologie, et une gouvernance efficace. Sans une action immédiate et résolue, le Maroc risque de voir ses progrès en matière de développement durable gravement compromis par la volatilité de sa ressource la plus précieuse : l'eau.



L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





Nizar Baraka : Stress hydrique, la démonstration par les chiffres !

Lors d'une conférence organisée par l'Alliance des Ingénieurs Istiqlaliens, en collaboration avec la Fondation Konrad-Adenauer au Maroc, sur le thème provocateur "La guerre de l'eau : le stress hydrique, qui gagnera", Nizar Baraka a partagé des données cruciales sur la situation hydrique et a souligné les interventions urgentes du gouvernement.

La guerre de l'eau : contre le stress hydrique, qui gagnera ?

Dans une démarche résolue pour contrer l'exploitation excessive des aquifères, le ministre de l'Équipement et de l'Eau a proclamé, lors d'un échange dynamique, l'initiative d'installer des compteurs sur chaque puits à travers le Royaume, visant une gestion précise et responsable de l'eau souterraine.

Face à la révélation alarmante que 80% des puits sont non conformes à la législation, le ministre a dévoilé un projet de loi visant à légaliser ces puits sous réserve de l'installation de compteurs, permettant ainsi un suivi rigoureux de l'utilisation de l'eau. Cette mesure s'accompagne d'une obligation pour les propriétaires de sécuriser ces puits pour prévenir tout risque d'accident.

Il a mis en lumière la gravité du réchauffement climatique, avec une hausse des températures au Maroc atteignant 1,8°C, dépassant les seuils critiques des Accords



Le ministre a également exposé une de Paris et de Marrakech. L'exemple frappant d'El Jadida, où la température a grimpé de 8°C au-dessus de la normale, illustre l'urgence de la situation.

diminution dramatique des précipitations, avec une réduction de 58% par rapport à l'année précédente, et une couverture neigeuse réduite à une fraction de sa moyenne habituelle, signalant une crise imminente de l'eau.

Avec une disponibilité d'eau par habitant en chute libre, passant de 2,560 m³ à environ 600 m³ annuellement, et une distribution inégale des ressources en eau, le ministre a alarmé sur la consommation excessive d'eau, principalement due à l'agriculture, mettant en péril les réserves futures.

Dans le cadre du plan d'urgence, le ministre a vanté les infrastructures hydrauliques du pays, incluant 153 barrages et 15 stations de dessalement, comme fondamentaux à la stratégie nationale d'eau, sous l'égide du Roi Mohammed VI. Cette stratégie vise une gestion intégrée et durable de l'eau, en anticipant les défis climatiques et en mobilisant tous les acteurs concernés.

Il a souligné l'importance de briser les cycles traditionnels par des mesures à court terme qui servent des objectifs à long terme, comme l'accélération de la construction de barrages et l'optimisation du réseau hydrique, essentiels pour éviter des pénuries d'eau critiques.

Le ministre a également mis l'accent sur l'augmentation significative du dessalement de l'eau de mer, visant à couvrir 50% des besoins en eau potable des zones côtières à un coût réduit grâce aux énergies renouvelables, et sur l'utilisation accrue des eaux usées pour alléger la pression sur les ressources en eau douce.

Cette approche globale et proactive souligne l'engagement du gouvernement à assurer une gestion durable de l'eau, impliquant tous les secteurs de la société dans la conservation de cette ressource essentielle.

LA GUERRE DE L'EAU : CONTRE LE STRESS HYDRIQUE, QUI GAGNERA ?

Lors d'une conférence organisée par l'Alliance des Ingénieurs Istiqlaliens, en collaboration avec la Fondation Konrad-Adenauer au Maroc, sur le thème provocateur "La guerre de l'eau : le stress hydrique, qui gagnera", Nizar Baraka a partagé des données cruciales sur la situation hydrique et a souligné les interventions urgentes du gouvernement.

Dans une démarche résolue pour contrer l'exploitation excessive des aquifères, le ministre de l'Équipement et de l'Eau a proclamé, lors d'un échange dynamique, l'initiative d'installer des compteurs sur chaque puits à travers le Royaume, visant une gestion précise et responsable de l'eau souterraine.

Face à la révélation alarmante que 80% des puits sont non conformes à la législation, le ministre a dévoilé un projet de loi visant à légaliser ces puits sous réserve de l'installation de compteurs, permettant ainsi un suivi rigoureux de l'utilisation de l'eau. Cette mesure s'accompagne d'une obligation pour les propriétaires de sécuriser ces puits pour prévenir tout risque d'accident.

Il a mis en lumière la gravité du réchauffement climatique, avec une hausse des températures au Maroc atteignant 1,8°C, dépassant les seuils critiques des Accords de Paris et de Marrakech. L'exemple frappant d'El Jadida, où la température a grimpé de 8°C au-dessus de la normale, illustre l'urgence de la situation.

Le ministre a également exposé une diminution dramatique des précipitations, avec une réduction de 58% par rapport à l'année précédente, et une couverture neigeuse réduite à une fraction de sa moyenne habituelle, signalant une crise imminente de l'eau.

Avec une disponibilité d'eau par habitant en chute libre, passant de 2,560 m³ à environ 600 m³ annuellement, et une distribution inégale des ressources en eau, le ministre a alarmé sur la consommation excessive d'eau, principalement due à l'agriculture, mettant en péril les réserves futures.

Dans le cadre du plan d'urgence, le ministre a vanté les infrastructures hydrauliques du pays, incluant 153 barrages et 15 stations de dessalement, comme fondamentaux à la stratégie nationale d'eau, sous l'égide du Roi Mohammed VI.



Cette stratégie vise une gestion intégrée et durable de l'eau, en anticipant les défis climatiques et en mobilisant tous les acteurs concernés.

Il a souligné l'importance de briser les cycles traditionnels par des mesures à court terme qui servent des objectifs à long terme, comme l'accélération de la construction de barrages et l'optimisation du réseau hydrique, essentiels pour éviter des pénuries d'eau critiques.

Le ministre a également mis l'accent sur l'augmentation significative du dessalement de l'eau de mer, visant à couvrir 50% des besoins en eau potable des zones côtières à un coût réduit grâce aux énergies renouvelables, et sur l'utilisation accrue des eaux usées pour alléger la pression sur les ressources en eau douce.

Cette approche globale et proactive souligne l'engagement du gouvernement à assurer une gestion durable de l'eau, impliquant tous les secteurs de la société dans la conservation de cette ressource essentielle.

Stress hydrique : les chiffres clés dévoilés par M. Nizar Baraka

Par rapport aux chiffres mondiaux du réchauffement climatique, le ministre a rappelé que les températures du globe terrestre ont enregistré une augmentation de 1,1°C, s'approchant ainsi des 1,5°C qui était la problématique majeure au cœur des Accords de Paris et de Marrakech sur le climat.

"Au Maroc, nous sommes déjà à 1,8°C de plus, ce qui montre que la situation est particulièrement critique".

Le ministre a cité l'exemple de la ville d'El Jadida. "Nous sommes passés à El Jadida d'un niveau de température record de 26°C à 34°C, donc une hausse de 8°C par rapport à la normale", a-t-il fait observer.

Nizar Baraka a livré un état des lieux des apports en eaux pluviales, affirmant que la pluviométrie au Royaume a connu une baisse de l'ordre de 58% par rapport à l'an passé. "Dans un cumul de septembre jusqu'à aujourd'hui, le pays a enregistré en moyenne 43 mm de pluie contre 150 par le passé". En évoquant l'enneigement qui est la deuxième source d'eau pour le pays, le ministre a souligné qu'à la mi-février, nous sommes à seulement 2.792 km² d'enneigement contre une moyenne de 34.000 km² enregistrée en temps normal.

Présentant la situation hydrique actuelle, le ministre a rappelé que nous étions par le passé à 2.560 m³ par habitant par an. "Aujourd'hui, nous sommes autour de 600 m³ par habitant par an, et 500 m³ à l'horizon de 2030", a-t-il noté, d'autant plus que la répartition de ces eaux est inégale. "51% des ressources en eau sont concentrées sur 7% du territoire. Quand on parle de 600 m³ par an par habitant, dans la réalité, nous sommes en fait à 1.000 m³ dans les régions du Loukkos et 100 m³ dans le sud du pays".

Outre la baisse en apports d'eau qui sont passés de 22 milliards à 3 milliards de m³ seulement durant les dernières années, le ministre a souligné la hausse de la consommation d'eau. "À cause de la surexploitation des nappes phréatiques pour répondre aux besoins de l'agriculture, nous consommons 5 à 6 milliards de m³, ce qui veut dire qu'on consomme actuellement nos réserves d'eau pour le futur".

En ce qui concerne la répartition des apports en eau qui étaient autour de 3 milliards de m³ entre 2020 et 2023, le ministre a souligné qu'environ 1,4 milliard de m³ ont été alloués à l'agriculture et près d'1 milliard à l'eau potable.

La vision marocaine pour un développement durable

La vision marocaine pour un développement durable

Lors des Atlantic Dialogues organisés par le Policy Center for the New South, Nizar Baraka, ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, a présenté une vision stratégique articulée autour de trois piliers fondamentaux : le réalisme économique, la souveraineté renforcée et l'innovation durable. Cette intervention illustre une ambition claire du Maroc : jouer un rôle central dans un monde multipolaire tout en répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre époque.

L'infrastructure au cœur de la souveraineté économique

Le ministre a mis en avant le rôle crucial des infrastructures dans la résilience économique du Royaume. Routes, ports, barrages et réseaux hydrauliques ne sont pas seulement des outils techniques : ils forment les fondations d'une souveraineté économique capable d'attirer les investissements étrangers et de garantir les besoins fondamentaux de la population. Baraka a souligné que les méthodes de financement traditionnelles ne suffisent plus ; le Maroc s'engage à innover en combinant des ressources publiques avec des partenariats privés et des mécanismes financiers novateurs.

La sécurité hydrique : un enjeu stratégique du 21e siècle

Au cœur de cette vision se trouve la question de l'eau, un défi majeur pour le Maroc et la région. Fidèle aux orientations royales, le Royaume a fait de la sécurité hydrique une priorité nationale.

La construction de barrages, le recours à la désalinisation et la modernisation des réseaux d'irrigation sont autant de solutions adoptées pour relever ce défi. Baraka a rappelé que cette problématique dépasse les frontières nationales et appelle à une coopération Sud-Sud renforcée, appuyée par des financements climatiques innovants.

Un modèle de financement durable et inclusif

Dans un contexte mondial marqué par des crises économiques successives, le Maroc prône une diversification des sources de financement. En mobilisant les capitaux privés, les fonds climatiques et de nouveaux instruments financiers, le Royaume vise à éviter l'endettement excessif tout en répondant aux besoins croissants en infrastructures modernes et durables. Cette approche reflète un pragmatisme qui anticipe les bouleversements à venir et témoigne de la capacité marocaine à adapter ses politiques économiques aux réalités du terrain.

Le Maroc, acteur clé dans un monde multipolaire

Baraka a également mis en lumière la position stratégique du Maroc en tant que plateforme d'échange et d'innovation dans l'Atlantique et en Afrique. En promouvant un dialogue inclusif, le Royaume se positionne comme un leader dans la coopération interrégionale, contribuant activement à l'élaboration de solutions stratégiques et financières adaptées aux pays du Sud.



Une vision portée par le leadership Royal

En conclusion, cette intervention a réaffirmé le rôle du Maroc en tant que modèle de stabilité et de modernisation dans un monde en mutation. Le Royaume, sous le leadership éclairé de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, montre qu'il est possible de concilier croissance économique, durabilité environnementale et justice sociale. Les politiques publiques ambitieuses du Maroc, combinées à des partenariats stratégiques, tracent la voie d'un avenir où les nations du Sud deviennent actrices de leur propre développement.

La Guerre Silencieuse de demain

Quand l'Eau Deviendra l'Or du 21ème Siècle

En 2040, la carte mondiale du stress hydrique ressemble à une zone de guerre silencieuse, où l'eau deviendra la ressource la plus convoitée. Les projections révèlent une réalité inquiétante : des nations entières, de l'Amérique du Nord au Moyen-Orient, en passant par l'Afrique du Nord et certaines régions d'Asie, seront en situation de stress hydrique extrême. Les zones en rouge foncé, qui indiquent un stress supérieur à 80%, deviendront des champs de bataille pour l'accès à cette ressource vitale. À l'opposé, quelques îlots bleus symbolisent les rares territoires épargnés par cette crise mondiale. Les choix d'aujourd'hui définiront si ces prévisions deviendront notre avenir. La gestion durable de l'eau n'est plus une option, mais une nécessité pour éviter que cette guerre de l'eau ne se transforme en une réalité tragique. En 2040, l'eau pourrait bien être l'or du 21ème siècle.



DESSALEMENT, UNE SOLUTION TRANSITOIRE OU UN MODÈLE DURABLE ?



Un panel récent a exploré les enjeux du dessalement au Maroc, un sujet crucial pour la gestion des ressources en eau dans un contexte de pénurie croissante. Les experts présents ont discuté du dessalement en tant que solution transitoire ou modèle durable, en examinant les aspects techniques, économiques et environnementaux de cette approche.

L'événement a débuté par une introduction sur l'importance du dessalement, animée par des spécialistes en ressources en eau et des responsables d'organisations pertinentes. Le ministre a souligné les dimensions économiques de cette technologie, suivies d'une présentation technique d'un expert.

L'Institut méditerranéen de l'eau a également été introduit comme une plateforme facilitant le dialogue sur la gestion de l'eau. Les initiatives de dessalement au Maroc ont été mises en avant, avec des projets ambitieux visant à garantir l'approvisionnement en eau.

Parmi eux, une méga station de dessalement à Rabat, capable de traiter 300 millions de mètres cubes par an, a été présentée. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP) prévoit également de mobiliser 500 millions de mètres cubes d'eau par an grâce à des solutions de dessalement, tout en intégrant la réutilisation des eaux usées pour soutenir l'agriculture.

Cependant, des défis juridiques et organisationnels subsistent, notamment au sein de l'Office national de l'électricité (ONÉ). Les intervenants ont discuté des inégalités dans la gestion de l'eau potable par rapport à celle de l'électricité, soulignant la nécessité d'un cadre juridique adéquat. Les préoccupations environnementales entourant le dessalement ont également été abordées.

Des experts ont mis en lumière les impacts négatifs potentiels, tels que la pollution des nappes phréatiques et les coûts écologiques associés. Il a été souligné que la gestion durable de l'eau est essentielle face à la demande croissante.

Le dessalement est perçu comme une solution clé pour assurer la sécurité d'approvisionnement en eau, surpassant même le coût de l'eau dans un avenir où cette ressource devient de plus en plus rare. Les intervenants ont exprimé l'espoir que le Maroc puisse allier dessalement et énergies renouvelables pour créer des « oasis du futur ».

Enfin, la loi marocaine sur l'eau de 2016 a été présentée comme un pas vers une nouvelle gouvernance de l'eau, visant à garantir l'accès à cette ressource et à promouvoir l'équité. Les discussions ont également porté sur l'importance des partenariats public-privé et de la décentralisation dans la gestion des ressources en eau.

SUJET CRUCIAL : LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE CROISSANTE



SCAN ME

LA GOUVERNANCE DE L'EAU À L'ÈRE DES CRISES CLIMATIQUES MONDIALES

Lors d'un panel consacré à la gouvernance de l'eau face aux crises climatiques mondiales, des experts se sont réunis pour discuter des enjeux cruciaux liés à la gestion des ressources en eau. L'événement a mis en avant des solutions innovantes, notamment le dessalement et l'intégration de technologies avancées pour l'agriculture et l'industrie.

L'introduction du panel a été marquée par des présentations d'experts en agroéconomie, gestion des ressources en eau et environnement. Le modérateur a souligné l'importance d'une communication claire et d'une gouvernance éclairée pour faire face aux crises climatiques.

Une anecdote personnelle a été partagée, illustrant combien il est essentiel de comprendre les enjeux de la gouvernance de l'eau. Les discussions ont révélé que la gestion efficace de l'eau nécessite une connaissance approfondie des ressources disponibles. Les intervenants ont proposé la création d'un registre national agricole pour mieux gérer l'irrigation et ont insisté sur la crédibilité nécessaire pour engager les citoyens dans les initiatives de gouvernance.

Le panel a également abordé l'importance de l'énergie dans la gestion de l'eau, notamment en prévision des besoins pour 2030. Les experts ont discuté de l'impact des changements climatiques sur l'agriculture marocaine et de la nécessité de réévaluer les politiques de l'eau pour s'adapter à ces défis.

Le dessalement a été présenté comme une solution prometteuse, bien qu'il ne soit pas la seule réponse aux problèmes d'eau. Les intervenants ont examiné les technologies de dessalement, leurs coûts et leur potentiel pour réduire la pression sur les ressources existantes.

Enfin, la gestion de l'eau dans le secteur du bâtiment a été mise en avant, avec des exemples de produits et services innovants développés par des entreprises internationales.

L'accent a été mis sur la connectivité et la surveillance en temps réel des infrastructures de traitement des eaux usées, soulignant l'importance de l'innovation dans la gestion des ressources en eau.



PANEL CONSACRÉ À LA GOUVERNANCE DE L'EAU FACE AUX CRISES CLIMATIQUES MONDIALES



SCAN ME

@lodjmaroc



FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRIQUES INNOVATIONS ET STRATÉGIES

Innovations et Stratégies de Financement pour les Infrastructures Hydriques : Un Panel Révélateur Dans un contexte mondial marqué par le stress hydrique croissant, un panel d'experts s'est réuni pour explorer les innovations et les stratégies de financement des infrastructures hydriques.

L'événement a mis en lumière les défis auxquels fait face le secteur, notamment la nécessité de réformes institutionnelles et l'importance d'assurer un accès équitable à l'eau, surtout en milieu rural. Les intervenants ont débuté par une introduction sur l'importance cruciale du financement des infrastructures liées à l'eau.

En citant Alfred de Musset, ils ont illustré les ambitions et les défis inhérents à la gestion de cette ressource précieuse. Parmi les idées phares discutées figuraient des solutions innovantes comme le dessalement, ainsi que la nécessité d'une gouvernance inclusive pour garantir l'accès à l'eau pour tous.

Le panel a également abordé les modèles contractuels efficaces au Maroc, en mettant en avant l'expérience d'un avocat spécialisé dans le domaine.

Les discussions ont révélé que le pays fait face à des enjeux complexes, notamment le stress hydrique et la nécessité d'évolutions institutionnelles. Les intervenants ont souligné l'importance des partenariats publics-privés pour financer des projets d'infrastructure, tout en mettant en avant des exemples concrets de collaboration réussie.

Un point crucial a été l'accent mis sur les projets de dessalement et de transport d'eau, intégrant des énergies renouvelables pour une gestion durable. Les experts ont convenu que l'eau est un besoin fondamental, mais que son financement reste un défi pour les banques commerciales.

Enfin, le panel a souligné la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, avec une attention particulière portée à l'équité d'accès, surtout dans les zones rurales, où les besoins en eau potable et en irrigation sont pressants.

Les solutions temporaires, telles que les camions citernes, et le renforcement de la recherche sur les ressources souterraines ont été évoqués comme des mesures nécessaires pour faire face à la sécheresse.



PANEL DÉDIÉ AUX INNOVATIONS ET STRATÉGIES DE FINANCEMENT POUR LES INFRASTRUCTURES HYDRIQUES



Panel 3 : Financement des infrastructures hydriques, innovations & stratégies



SCAN ME

@lodjmaroc





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

